



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 2 février 2010

## CONTENU

### Politique commerciale américaine

Discours sur l'état de l'Union : La politique commerciale de retour à l'agenda présidentiel?.....	1
Révision du Système de contrôle des exportations : Les principaux objectifs dévoilés ....	2

### Relations commerciales

É.-U./Haïti : Encourager le commerce pour favoriser la reconstruction ? .....	3
-------------------------------------------------------------------------------	---

Études économiques et articles connexes .....	4
-----------------------------------------------	---

## Politique commerciale américaine

*Discours sur l'état de l'Union : La politique commerciale de retour à l'agenda présidentiel?*

Lors de la présentation de son discours sur l'état de l'Union le 27 janvier 2010, le président américain Barack Obama a annoncé une série de mesures afin de favoriser la reprise économique et la croissance de l'emploi aux États-Unis, dont l'*Initiative nationale pour les exportations* (National Export Initiative) qui devrait permettre de créer deux millions d'emplois en cinq ans. Pour s'assurer que les bénéfices du commerce créent de nouveaux emplois aux États-Unis, le Président a mis l'accent sur l'importance de conclure de nouveaux Accords de libre-échange (ALE) avec les partenaires commerciaux des États-Unis. Ces ALE devront imposer des règles de droit strictes, une référence aux pressions des élus démocrates qui désirent relever les normes en matière de droits du travail et d'environnement dans les ALE signés par les États-Unis. Le Président a souligné sa volonté d'en finir avec le processus de Doha, souhaitant plutôt favoriser un rapprochement particulier avec ses partenaires. Il a en ce sens fait référence au Partenariat Trans-Pacifique (TPP) avec la zone Asie-Pacifique et aux ALE avec la Colombie, Panama et la Corée du Sud signés par l'Administration Bush, mais qui n'ont toujours pas été ratifiés par le Congrès. Enfin, Obama a également insisté sur la réforme du Système de contrôle des exportations.

*« Nous doublerons nos exportations au cours des cinq prochaines années, une croissance qui créera deux millions d'emplois aux États-Unis. Afin de nous aider à atteindre ce but, nous mettons en place l'Initiative nationale pour les exportations qui aidera les entrepreneurs agricoles et les PME à accroître leurs exportations et nous réformerons le Système de contrôle des exportations [...] »*

– Barack Obama, Discours sur l'état de l'Union, 27 janvier 2010.

Bien que le format du discours sur l'État de l'Union ne soit pas adéquat pour expliciter en détail l'agenda commercial de l'Administration, l'annonce de l'*Initiative nationale en faveur des exportations* a été de façon générale très bien reçue par la plupart des intervenants politiques concernés par le commerce au gouvernement. Alors que le Représentant américain pour le commerce, Ron Kirk, et que le président du Comité sénatorial pour les finances, Max Baucus (D-MT), ont tenu à souligner le lien étroit entre l'expansion du commerce et la reprise économique pour les agriculteurs et les petits entrepreneurs américains, le Sénateur républicain et chef de la minorité (ranking minority member) au Comité sénatorial pour les finances, Charles Grasley (R-IA), a exprimé un sentiment généralisé chez les républicains, en partageant son enthousiasme de voir le Président se prononcer sur l'importance d'approfondir les liens commerciaux avec la



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 2 février 2010

Colombie, le Panama et la Corée du Sud. D'autres, comme le chef de la minorité républicaine du Comité sur les voies et moyens, Dave Camp (R-MI), sont plus sceptiques et préfèrent attendre de voir des actions concrètes de la part de l'Administration Obama avant de se réjouir de cet appui soudain au commerce.

Pour consulter l'extrait du discours sur l'état de l'Union sur l'Initiative nationale pour les exportations, voir : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/blog/2010/january/president-obama-lays-out-export-initiative-create-jobs>

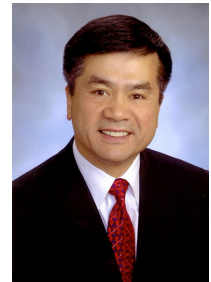
Sources : USTR, « Kirk Comments on Exports, U.S. Jobs », USTR, Washington, D.C., 28 janvier 2010, en ligne : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/january/kirk-comments-exports-us-jobs>. Max Baucus, « Baucus Comment Regarding President's Commitment to U.S. Trade Agenda in State of the Union Address », Press Releases, 27 janvier 2010, en ligne : <http://finance.senate.gov/press/Bpress/2010press/prb012810.pdf>. Charles Grassley, « Grassley Urges President to Act on Trade Expansion, Training Pledges in State of the Union Speech », US Committee On Finance news release, 27 janvier 2010, en ligne : US Committee On Finance <http://finance.senate.gov/press/Gpress/2010/prg012810a.pdf>. Dave Camp, « Camp Reacts to President's State of the Union », Dave Camps Blog, 27 janvier 2010, en ligne : Dave Camp Blog <http://camp.house.gov/News/DocumentSingle.aspx?DocumentID=168054>. « Obama Pledges To Pursue Doha Deal, Alludes To FTAs In State Of Union », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 4 - 29 janvier 2010, p. 4.

## Révision du Système de contrôle des exportations : Les principaux objectifs dévoilés



Robert Gates  
Sec. à la Défense

Mercredi dernier, le 27 janvier 2010, des membres du Cabinet présidentiel ont informé les membres intéressés du Congrès et leurs assistants des orientations de la réforme sur le contrôle des exportations souhaitées par l'Administration Obama. Rappelons que ce processus de révision, annoncé en août 2009, est dirigé par un groupe de travail interministériel réunissant les représentants de neuf Agences et Départements fédéraux, menés par le Secrétaire à la Défense, Robert Gates, et le Secrétaire au Commerce, Gary Locke. La réforme a pour but de moderniser le Système de contrôle des exportations américaines datant de la Guerre froide en assouplissant les contrôles pour les harmoniser avec le mécanisme multilatéral dicté par le Conseil de sécurité des Nations Unies, ainsi qu'en imposant des sanctions plus sévères aux contrevenants. Le Système limite principalement l'exportation de produits de haute technologie à usage militaire ou à usage dual. Selon des représentants de ces industries, sa révision pourrait permettre une croissance importante des exportations dans ces domaines. Cette révision est une partie intégrale de l'Initiative nationale pour les exportations annoncée par le président Barack Obama dans son discours sur l'État de l'Union du 27 janvier 2010, qui vise à créer plus de 2 millions d'emplois au cours des cinq prochaines années.



Gary Locke  
Sec. Commerce

Le groupe interministériel s'est engagé à consulter le Congrès au cours de la période de révision afin de faciliter le passage de nouvelles lois qui modifieront le Système de contrôle des exportations actuel. Les Congressistes siégeant au Comité pour les Affaires étrangères de la Chambre basse du Congrès, aux Comités des forces armées des deux chambres du Congrès, ainsi que sur les Comités sénatoriaux des Relations extérieures et du Secteur bancaire ont été identifiés comme des interlocuteurs prioritaires par l'Administration. Un mémo résumant les principales options de réformes présentées par le groupe interministériel au Président Obama le 29 janvier 2010 devrait être débattu au cours des prochains mois au sein du Cabinet. Un processus précis de mise en œuvre de la réforme sera alors déterminé.

Source : « Administration Briefs Congress on Export Controls, Options Memo Due Today », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 4 - 29 janvier 2010, p. 1, 22-26.

## Relations commerciales

*É.-U./Haïti : Encourager le commerce pour favoriser la reconstruction ?*

*Inside U.S. Trade* rapportait dans son édition du 29 janvier 2010 que des discussions ont été entamées entre certains membres du Congrès afin d'avancer des solutions novatrices pour permettre une reprise économique rapide en Haïti suite au séisme du 12 janvier 2010 une fois l'aide d'urgence épuisée. Au Sénat, les noms des Sénateurs Ron Wyden (D-OR), président du sous-comité sur le commerce au Comité sur les Finances, et de Bill Nelson (D-FL), membre du Comité sur les Finances ont été avancés comme candidats pour déposer un projet de loi en ce sens au cours des prochains mois. À la chambre des Représentants, des membres du Comité sur les Voies et Moyens suivent avec attention l'initiative sénatoriale. Le Sénateur Christopher Dodd (D-CT), membre du Comité sur les Affaires étrangères, en plus d'annoncer le 28 janvier dernier le dépôt prochain d'un projet de loi visant à effacer la dette extérieure haïtienne, s'est déclaré en faveur de modifications aux programmes commerciaux préférentiels concernant Haïti. Cela laisse présager que les solutions proposées pourraient dépasser la simple extension des programmes commerciaux préférentiels déjà en place.



Sen. Christopher  
Dodd (D-CT)

*« Je crois que le Congrès devrait porter son attention sur la façon de combattre la crise économique qui se cache derrière la crise humanitaire immédiate en Haïti. »*

*– Sen. Christopher Dodd (D-CT), Déclaration au Comité sur les Affaires étrangères, 28 janvier 2010.*

Haïti profite de deux programmes commerciaux préférentiels qui permettent à son industrie textile, de loin sa principale industrie d'exportation, d'avoir un accès privilégié au marché américain. Le Partenariat commercial avec le Bassin Caraïbe (CBTPA), une extension de l'Initiative pour le Bassin des Caraïbes (CBI), est en place depuis octobre 2000 et arrive à échéance le 30 septembre 2010. Il offre un accès libre de tarifs au marché américain pour les produits textiles haïtiens à condition que les matières premières proviennent des États-Unis. Sous le programme d'Opportunité hémisphérique à travers l'Encouragement au Partenariat (HOPE) de 2006, reconduit en 2008 (HOPE II) pour une période de 10 ans, les industries haïtiennes ne se voient pas imposer de conditions sur l'origine des produits, à condition qu'un fort pourcentage de la transformation et de la production se fasse sur place et que les entreprises qui exportent en vertu de ce programme se soumettent à des normes du travail rigoureuses. L'Organisation internationale du Travail (OIT) supervise la formation sur place et la conformité aux exigences du programme.

La majorité des exportations haïtiennes sont cependant introduites aux États-Unis en vertu du programme CBTPA, les restrictions de quota du programme HOPE II étant trop sévères pour satisfaire aux exigences de la production de masse. Le *Center for Global Development* (CGD), un groupe de recherche sur le commerce, émettait l'hypothèse dans un article paru le 25 janvier dernier d'étendre le programme HOPE II, notamment pour y inclure la production de « *sweat-shirts* » qui forme 75% des exportations textiles haïtiennes. Cette extension pourrait permettre une réelle croissance économique dans ce pays, tout en y favorisant une amélioration des conditions



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 2 février 2010

de travail. Cependant, des groupes d'intérêts manufacturiers américains se sont déjà prononcés contre cette potentielle modification du programme, à moins que les exigences sur l'origine des matières premières soient maintenues. Dans ce contexte et avec les répercussions de la crise économique qui se font encore sentir aux États-Unis, il est peu probable que les membres du Congrès votent des lois qui affaiblissent l'industrie manufacturière américaine, ce qui devrait limiter l'étendue des réformes potentielles.

Sources : Christopher Dodd, « Dodd Statement at Foreign Relations Hearing on Haiti Reconstruction and Recovery », 28 janvier 2010, en ligne : Chris Dodd Blog <http://dodd.senate.gov/?q=node/5443>. Kimberly Ann Elliott, « Haitian Recovery, Sweatshop Jobs, and the Role of Trade Preferences », *Center for Global Development Blog*, 25 janvier 2010, en ligne : Center for Global Development Blog <http://blogs.cgdev.org/globaldevelopment/2010/01/haitian-recovery-sweatshop-jobs-and-the-role-of-trade-preferences.php>. « Congress Weighs Options On Haitian Trade After Earthquake », *Inside US Trade*, Vol. 28, No. 4 - 29 janvier 2010, p. 4.

---

### Études économiques et articles connexes

John Pomfret, « U.S. sells weapons to Taiwan, angering China », *Washington Post*, Washington D.C., 30 janvier 2010, en ligne : Washington Post <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/01/29/AR2010012904113.html>

Doug Palmer, « Obama champions exports in overture to business », *Reuters*, 27 janvier 2010, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE60R13E20100128>

Raj M. Desai, « Are Davos Man's Days Numbered? », *Brookings Up Front Blog*, Brookings Institution, Washington D.C., 30 janvier 2010, en ligne : Brookings Up Front Blog [http://www.brookings.edu/opinions/2010/0126\\_davos\\_desai.aspx](http://www.brookings.edu/opinions/2010/0126_davos_desai.aspx)

« Obama urged to move on Latin FTAs », *Bilaterals.org*, 28 janvier 2010, en ligne : Bilaterals.org [http://www.bilaterals.org/article.php?id\\_article=16699&lang=en](http://www.bilaterals.org/article.php?id_article=16699&lang=en)

---

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique :** Christian Deblock

**Recherche et rédaction :** David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

